

# Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	<b>24.04.2024</b>
Thema	<b>Bevölkerung und Arbeit</b>
Schlagworte	<b>Arbeitsstreitigkeiten</b>
Akteure	<b>Keine Einschränkung</b>
Prozesstypen	<b>Keine Einschränkung</b>
Datum	<b>01.01.1965 - 01.01.2023</b>

# Impressum

## Herausgeber

Année Politique Suisse  
Institut für Politikwissenschaft  
Universität Bern  
Fabrikstrasse 8  
CH-3012 Bern  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss)

## Beiträge von

Benteli, Marianne  
Gerber, Jean-Frédéric  
Hirter, Hans  
Porcellana, Diane

## Bevorzugte Zitierweise

Benteli, Marianne; Gerber, Jean-Frédéric; Hirter, Hans; Porcellana, Diane 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Bevölkerung und Arbeit, Arbeitsstreitigkeiten, 1978 - 2019*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. [www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss), abgerufen am 24.04.2024.

# Inhaltsverzeichnis

<b>Allgemeine Chronik</b>	1
<b>Sozialpolitik</b>	1
Bevölkerung und Arbeit	1
Kollektive Arbeitsbeziehungen	2
Arbeitnehmerschutz	10

## Abkürzungsverzeichnis

<b>UNO</b>	Organisation der Vereinten Nationen
<b>SECO</b>	Staatssekretariat für Wirtschaft
<b>WAK-SR</b>	Kommission für Wirtschaft und Abgaben des Ständerates
<b>EU</b>	Europäische Union
<b>EMRK</b>	Europäische Menschenrechtskonvention
<b>NEAT</b>	Neue Eisenbahn-Alpentransversale
<b>SGB</b>	Schweizerischer Gewerkschaftsbund
<b>WAK-NR</b>	Kommission für Wirtschaft und Abgaben des Nationalrats
<b>VPOD</b>	Schweizerischer Verband des Personals öffentlicher Dienste
<b>GBI</b>	Gewerkschaft Bau und Industrie
<b>GAV</b>	Gesamtarbeitsvertrag
<b>ZEMIS</b>	Zentrales Migrationsinformationssystem
<b>ILO</b>	Internationale Arbeitsorganisation
<b>BIGA</b>	Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit
<b>ArG</b>	Arbeitsgesetz
<b>ArGV 1</b>	Verordnung 1 zum Arbeitsgesetz
<b>EVD</b>	Eidgenössisches Volkswirtschaftsdepartement
<b>BWA</b>	Bundesamt für Wirtschaft und Arbeit
<b>SAV</b>	Schweizerischer Arbeitgeberverband
<b>EntsG</b>	Entsendegesetz
<b>SMUV</b>	Gewerkschaft Industrie, Gewerbe, Dienstleistungen (urspr. Schweizerischer Metall- und Uhrenarbeiterverband)
<b>GTCP</b>	Gewerkschaft Textil Chemie Papier

---

<b>ONU</b>	Organisation des Nations unies
<b>SECO</b>	Secrétariat d'Etat à l'économie
<b>CER-CE</b>	Commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats
<b>UE</b>	Union européenne
<b>CEDH</b>	Convention européenne des droits de l'homme
<b>NLFA</b>	Nouvelle ligne ferroviaire à traverser les Alpes
<b>USS</b>	Union syndicale suisse
<b>CER-CN</b>	Commission de l'économie et des redevances du Conseil national
<b>SSP</b>	syndicats des Services publics
<b>SIB</b>	Syndicat industrie et bâtiment
<b>CCT</b>	Convention collective de travail
<b>SYMIC</b>	système d'information central sur la migration
<b>OIT</b>	Organisation internationale du travail
<b>OFIAMT</b>	Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail
<b>LTr</b>	Loi sur le Travail
<b>OLT 1</b>	Ordonnance 1 relative à la loi sur le travail
<b>DFE</b>	Département fédéral de l'économie publique
<b>OFET</b>	Office fédéral de l'économie et du travail
<b>UPS</b>	Union Patronale Suisse
<b>LDét</b>	Loi sur les travailleurs détachés
<b>FTMH</b>	Syndicat de l'industrie, de la construction et des services (initialement Fédération suisse des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie)
<b>FTCP</b>	Fédération Textile Chimie Papier

# Allgemeine Chronik

## Sozialpolitik

### Bevölkerung und Arbeit

### Bevölkerung und Arbeit

#### Rétrospective annuelle 2019: Population et travail

BERICHT  
DATUM: 31.12.2019  
DIANE PORCELLANA

Faut-il réviser **la loi sur le travail** (LTr)? La question a été à plusieurs reprises traitée en 2019 par les organes parlementaires. En début d'année, la CER-CN a été chargée d'élaborer un projet, afin d'assouplir les conditions encadrant le télétravail. Sa consœur, la CER-CE, a plaidé pour un modèle spécial annualisé du temps de travail, après avoir pris connaissance des avis contrastés concernant les avant-projets visant à introduire un régime de flexibilité partielle dans la LTr et à assouplir l'obligation de saisie du temps de travail pour le personnel dirigeant et les spécialistes. Malgré son préavis négatif, le Conseil national a soutenu la position de sa commission de libérer de l'obligation de saisie du temps de travail les employés de start-up détenant des participations dans une entreprise. Le Conseil fédéral priait, lui, d'attendre les résultats de l'évaluation des conséquences des nouvelles règles d'enregistrement de la durée du travail (art.73a et 73b) introduites en 2015 dans l'Ordonnance relative à la loi sur le travail (OLT1), avant de procéder à une libéralisation du temps de travail. Alors que l'Union patronale suisse (UPS) saluait l'élan favorable à la modernisation du droit du travail, les syndicats ont crié à la déréglementation et menacèrent de lancer un référendum.

Quant à la protection en cas de signalement d'irrégularités par le travailleur, l'adaptation du code des obligations a été rejetée par le Conseil national. Le Conseil des Etats doit à son tour se prononcer sur la solution «en cascade» élaborée par le Conseil fédéral.

Le Parlement a également légiféré pour que la Confédération puisse participer aux frais de contrôle de **l'obligation d'annonce des postes vacants**, jusqu'à fin 2023. Après un an d'application, le premier rapport sur le monitoring de l'exécution de l'obligation d'annoncer les postes a dressé un bilan plutôt positif de la mesure. En parallèle, le SECO a publié le quinzième rapport de l'Observatoire sur la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'UE, signalant de potentielles difficultés pour la Suisse à recruter dans le futur de la main-d'œuvre européenne. Contre un éventuel risque de pénurie de force de travail qualifiée, le Conseil fédéral a arrêté un catalogue de mesures pour encourager le recrutement de la main-d'œuvre indigène. Le rapport sur la mise en œuvre des mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes et le rapport sur l'exécution de la Loi sur le travail au noir ont, quant à eux, observé une amélioration dans la lutte contre le travail au noir et dans la lutte contre les infractions portant sur les conditions de salaire et de travail. Pour favoriser les contrôles des conditions de travail des **travailleurs détachés** en Suisse, le système d'information central de la migration (SYMIC) sera optimisé. La portée de l'art.2 de la loi sur les travailleurs détachés sera étendue (LDét), afin d'obliger les employeurs étrangers, détachant leurs travailleurs, à respecter les conditions salariales prescrites par une loi cantonale. Enfin, le Conseil fédéral comparera l'application de la directive sur les travailleurs détachés avec les mesures d'accompagnement prises en Suisse au titre de l'accord sur la **libre-circulation des personnes**, afin de lever les doutes relatifs à l'application réelle des directives européennes en la matière par les Etats membres de l'UE.

Du côté des **partenaires sociaux**, l'USS a, en écho à la grève des femmes, présenté ses revendications en faveur des femmes. Alertée par la hausse du travail temporaire durant les 30 dernières années, elle a réclamé des conditions de travail identiques pour tous les travailleurs, indépendamment de leur statut. En septembre, elle a exigé une augmentation générale des salaires de 2%. Quelques mois plus tard, d'autres demandes foisonnaient de la part des syndicats. L'UPS s'est opposée à la plupart des doléances et a proposé ses propres solutions. Toutefois, grâce à l'entente des patrons et des syndicats en marge du centenaire de l'OIT, la Suisse a pu être retirée de la liste noire des pays violant la Convention en matière de protection contre les licenciements antisyndicaux. Sans s'accorder, les représentants des travailleurs et des employeurs ont discuté de l'accord-cadre institutionnel dans une bonne atmosphère. Le Syndicat suisse des services publics (SSP) a entre autre déploré le jugement du Tribunal fédéral relatif au cas du licenciement des grévistes de l'hôpital de la Providence, selon lequel la

grève n'avait pas respecté les critères de licéité du droit de grève. La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a été sollicitée.

Le thème du marché du travail a particulièrement résonné dans les médias, durant les mois de mai et juin (3.9% et 2.94% des articles de presse). La place des femmes sur le marché du travail, les revendications syndicales, l'inscription de la Suisse sur la liste noire de l'OIT et, les interventions parlementaires traitées lors des sessions de mai et de juin ont fait couler beaucoup d'encre.<sup>1</sup>

### Kollektive Arbeitsbeziehungen

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE  
DATUM: 31.12.1978  
JEAN-FRÉDÉRIC GERBER

**Bearbeitet** Sur **douze conflits de travail recensés en 1978** (1977: 16), dix (9 l'année précédente) d'une durée d'un jour au moins ont touché treize (1977: 54) entreprises et 1'240 (1977: 1'380) travailleurs. Le nombre de journées perdues s'est élevé à 5'317 (1977: 4'649).

Au début de l'année, c'est sans conteste la fermeture de l'entreprise Firestone à Pratteln (BL) qui a retenu l'attention des commentateurs et ce, pour deux raisons. Premièrement, cette affaire correspondait à un des plus importants licenciements collectifs survenus en Suisse depuis la récession, puisque environ 600 ouvriers ont été congédiés. Deuxièmement, les autorités fédérales ont jugé l'affaire assez grave pour intervenir directement et proposer avec la collaboration de l'exécutif de Bâle-Campagne un plan de sauvetage à négocier avec la maison-mère à Akron aux Etats-Unis.

Malgré une grève du personnel de l'usine et cette intervention fédérale, la direction centrale de Firestone décida de stopper définitivement sa production en Suisse et demanda aux responsables de la gestion à Pratteln de liquider au mieux l'affaire. Un plan social comprenant notamment des engagements juridiques et contractuels en matière de délais de licenciements et d'indemnités de salaires fut élaboré en collaboration avec les autorités du canton.

Présenté au personnel de l'entreprise, il fut sévèrement critiqué et jugé irrecevable par les représentants de la Fédération du textile, de la chimie et du papier (FTCP) et de la FTMH, qui souhaitaient ainsi engager une épreuve de force. C'est en définitive les travailleurs de l'usine eux-mêmes qui dénouèrent la crise en acceptant ce plan social.<sup>2</sup>

ANDERES  
DATUM: 30.12.1990  
MARIANNE BENTELI

Für 1990 registrierte das Biga **fünf kollektive Arbeitsstreitigkeiten**, wobei jedoch nur zwei zu einer Arbeitsniederlegung von mindestens einem Tag führten, während sich der Arbeitsausfall der drei anderen Bewegungen (Protest- und Warnstreiks) auf einige Stunden beschränkte. Von den beiden Streikfällen (1989 ebenfalls zwei), die im Berichtsjahr ihren Abschluss fanden und mindestens einen Tag dauerten, war je ein Betrieb im grafischen Gewerbe und im sozialen Bereich betroffen; die Zahl der beteiligten Arbeitnehmer belief sich auf 578 und jene der verlorenen Arbeitstage auf 4090. Eine der Streitigkeiten hatte Änderungen der Arbeitszeiten, die andere Neuzuweisungen von Arbeitsplätzen als hauptsächlichsten Streikgegenstand.<sup>3</sup>

STUDIEN / STATISTIKEN  
DATUM: 30.12.1990  
MARIANNE BENTELI

Aus einer Übersicht über die jedes Jahr vom Arbeitgeberverband durchgeführte Repräsentativumfrage zum **Friedensabkommen** geht hervor, dass sich dessen Einschätzung in der Bevölkerung in den letzten zehn Jahren kaum verändert hat: nach wie vor stehen ihm rund zwei Drittel der Befragten positiv gegenüber, wobei allerdings die Meinung, eine Weiterführung des Friedensabkommens sei sehr sinnvoll, etwas rückläufig erscheint, während der Prozentsatz der prinzipiellen Gegner in den Jahren 1989 und 1990 leicht steigende Tendenz aufweist.<sup>4</sup>

STUDIEN / STATISTIKEN  
DATUM: 30.04.1991  
MARIANNE BENTELI

**Wie eine jährlich durchgeführte repräsentative Umfrage zeigte, kennen rund 90% der Schweizerinnen und Schweizer das über 50jährige Friedensabkommen zwischen Arbeitgebern und Gewerkschaften der Metall- und Maschinenindustrie.** Interessant an der Umfrage war vor allem, dass sich erstmals die Gesamtbevölkerung positiver zum Arbeitsfrieden äusserte als die Gewerkschaftsmitglieder: während 1990 noch 75% der Gewerkschafter für den absoluten Arbeitsfrieden eintraten (Gesamtbevölkerung: 68%), waren es im Berichtsjahr nur noch 61% (65%).<sup>5</sup>

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE  
DATUM: 28.11.1991  
MARIANNE BENTELI

Da aufgrund der allgemeinen Finanzknappheit in zahlreichen Kantonen der automatische Teuerungsausgleich für das Staatspersonal in Frage gestellt wurde, gingen die **Staatsangestellten im Berichtsjahr mehrmals auf die Strasse**. Während sie sich in den Kantonen Bern, Genf und Zürich mit Demonstrationen begnügten, kam es in den Kantonen Freiburg und Waadt zu beschränkten Arbeitsniederlegungen.<sup>6</sup>

ANDERES  
DATUM: 30.12.1991  
MARIANNE BENTELI

Das Biga registrierte im Berichtsjahr **einen einzigen Arbeitskonflikt**, der zu einer Arbeitsniederlegung von mindestens einem Tag führte. Daran waren 51 Arbeitnehmer beteiligt; 51 Arbeitstage gingen dabei verloren.<sup>7</sup>

ANDERES  
DATUM: 17.01.1992  
MARIANNE BENTELI

**Aus Protest gegen den vertragslosen Zustand und den von Arbeitgeberseite vorgeschlagenen Abbau der Lohn- und Arbeitsbedingungen traten im Januar rund 180 Arbeitnehmer aus sieben Betrieben des Marmor- und Granitgewerbes in einen unbefristeten Streik**. Der dabei demonstrierte Kampfwille führte zu einem teilweisen Einlenken der Arbeitgeber, welche sich zu einer vorläufigen Wiedereinsetzung des alten Gesamtarbeitsvertrages sowie zu Konzessionen beim Teuerungsausgleich bereit erklärten.<sup>8</sup>

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE  
DATUM: 17.09.1992  
MARIANNE BENTELI

In **Genf** demonstrierte das **Staatspersonal** wiederholt mit Arbeitsniederlegungen und Strassendemonstrationen gegen die Sparmassnahmen – Einfrieren der Löhne und Personalabbau –, mit denen die Regierung das Defizit in der Staatskasse bekämpfen wollte. Zu Manifestationen von Staatsbeamten kam es auch in den Kantonen Waadt und Jura sowie im französischsprachigen Teil des Kantons Bern, wo die Lehrerschaft gegen Sparpläne der Regierung im Bildungswesen protestiert.<sup>9</sup>

STUDIEN / STATISTIKEN  
DATUM: 30.12.1992  
MARIANNE BENTELI

Das Biga registrierte im Berichtsjahr **drei kollektive Arbeitsstreitigkeiten**, an denen 220 Arbeitnehmer in 18 Betrieben beteiligt waren; 673 Arbeitstage gingen dabei verloren.<sup>10</sup>

STUDIEN / STATISTIKEN  
DATUM: 30.12.1993  
MARIANNE BENTELI

Erstmals seit 1987 registrierte das Biga **keinen kollektiven Arbeitskonflikt** mit mindestens eintägiger Dauer. Arbeitsniederlegungen von geringerem Umfang fanden ebenfalls nicht markant öfter statt als in den Vorjahren.<sup>11</sup>

STUDIEN / STATISTIKEN  
DATUM: 31.12.1995  
MARIANNE BENTELI

**Das BIGA registrierte im Berichtsjahr zwei Streikereignisse von mindestens halbtägiger Dauer**. Davon waren zwei Betriebe mit insgesamt 83 Beschäftigten betroffen; 351 Arbeitstage gingen dabei verloren.<sup>12</sup>

BUNDESRATSGESCHÄFT  
DATUM: 23.04.1997  
MARIANNE BENTELI

Nachdem die ständerätliche Verfassungskommission in einer ersten Phase – wenn auch gegenüber dem Bundesratsvorschlag in abgeschwächter Form – sowohl ein **Recht auf Streik wie auf Aussperrung in die neue Verfassung** aufnehmen wollte, strich sie es einige Monate später dennoch. Nur wenige Tage darauf beschloss die Verfassungskommission des Nationalrates mit deutlicher Mehrheit (22 zu 10 Stimmen bei 4 Enthaltungen), diese beiden Massnahmen als Grundrechte in die Verfassung aufzunehmen.<sup>13</sup>

STUDIEN / STATISTIKEN  
DATUM: 31.12.1997  
MARIANNE BENTELI

Aufgrund der Durchsicht der Medienmeldungen konnte für das Berichtsjahr **keine Arbeitsniederlegung** ausgemacht werden, welche den Kriterien des BIGA und der internationalen Arbeitsorganisationen (Streik = Arbeitsniederlegung während mindestens einem Arbeitstag) genügte. Als grösste Demonstration von Arbeitnehmern während der Arbeitszeit fanden gesamtschweizerisch Kundgebungen von rund 8000 Arbeitnehmern des Baugewerbes Ende November statt.<sup>14</sup>

**BUNDESRATSGESCHÄFT**  
DATUM: 20.01.1998  
MARIANNE BENTELI

Als Erstrat behandelte der **Ständerat** eine mögliche **Verankerung des Streikrechts** im Grundrechtskatalog der nachgeführten **Bundesverfassung** (Art. 28 Abs. 3). Der Bundesrat hatte vorgeschlagen, das Recht auf Streik und Aussperrung als Derivate der Koalitionsfreiheit zu gewährleisten, aber nur wenn sie die Arbeitsbeziehungen betreffen und keinen Verpflichtungen zur Wahrung des Arbeitsfriedens und zum Führen von Schlichtungsverhandlungen entgegenstehen, womit politisch motivierte Streiks weiterhin keinen Verfassungsschutz geniessen sollten. Er sah auch gesetzliche Ausnahmen des Streikrechts, etwa für Beamte, vor (Abs. 4). Die Mehrheit in der kleinen Kammer hielt dem entgegen, dass dieses Recht zwar durch Leitentscheide des Bundesgerichtes gewährleistet sei, dass ihm aber kein Grundrechtscharakter zukomme; ein Verfassungsrecht auf Streik bedeute einen Bruch mit der traditionellen Werthaltung in der Schweiz und mache Kampfmassnahmen gleichsam salonfähig, was die nach wie vor bestehende Sozialpartnerschaft gefährde. Die Minderheit replizierte erfolglos, das Streikrecht sei bereits heute Bestandteil der geltenden Rechtsordnung, weshalb es durchaus dem Nachführungsauftrag entspreche, dies nun verfassungsrechtlich zu verankern. Der Rat **lehnte die Aufnahme** des Streikrechts mit 24 zu 16 Stimmen **ab**.<sup>15</sup>

**BUNDESRATSGESCHÄFT**  
DATUM: 27.04.1998  
MARIANNE BENTELI

Dem **Nationalrat** lag ebenfalls ein rechtsbürgerlicher Streichungsantrag vor, der mit 91 zu 67 Stimmen verworfen wurde. Ein weiterer Antrag, der weitgehend die gleichen Abgeordneten wie der Streichungsantrag auf sich vereinigte, wollte das Recht auf Streik nicht gewährleisten, sondern nur erklären, Streiks seien unter den im Bundesratsentwurf genannten Bedingungen zulässig. Diese Verwässerung des Grundsatzes passte der Linken nicht, weshalb sie einen Antrag Rechsteiner (sp, SG) und einen Eventualantrag Rennwald (sp, JU) einreichte, welche – zumindest auf Verfassungsebene – das Streikrecht ohne Einschränkungen festschreiben wollten; gemäss Rennwald sollte allenfalls der Gesetzgeber jene öffentlichen Dienste bezeichnen, in denen das Streikrecht eingeschränkt ist. Zu Beginn der Eintretensdebatte erklärte Jutzet (sp, FR) im Namen seiner Fraktion, für die Sozialdemokraten sei die Verankerung des Streikrechts «eine Bedingung sine qua non»; ohne Streikrecht könne die SP die neue Verfassung nicht akzeptieren. Nach mehreren Eventualabstimmungen, in denen sowohl die Anträge der Linken wie der Rechten abgelehnt wurden, setzte sich schliesslich die **Zustimmung zum Bundesrat** durch.<sup>16</sup>

**BUNDESRATSGESCHÄFT**  
DATUM: 18.06.1998  
MARIANNE BENTELI

Im **Ständerat** veränderten sich in der Folge die Mehrheiten zugunsten einer Aufnahme des Streikrechts, allerdings **in abgeschwächter Form**. Eine Minderheit, zusammengesetzt aus einzelnen Abgeordneten der SVP, FDP und CVP verlangte nach wie vor Streichung, unterlag aber mit 23 zu 15 Stimmen. Eine Zustimmung zum Bundesrat, wie sie die beiden SP-Parlamentarier Aeby (FR) und Gentil (JU) beantragten, wurde allerdings mit 32 zu 4 Stimmen noch klarer zurückgewiesen. Schliesslich obsiegte ein Antrag Inderkum (cvp, UR), wonach Streik und Aussperrung zulässig sind (also nicht mehr «gewährleistet») wie in der bundesrätlichen Fassung), wenn sie Arbeitsbeziehungen betreffen, verhältnismässig sind und keinen Verpflichtungen entgegenstehen, den Arbeitsfrieden zu wahren oder Schlichtungsverhandlungen zu führen. Keine Aufnahme fand der von der Kommission eingebrachte Zusatz, Streiks und Aussperrungen müssten von Arbeitnehmer- und Arbeitgeberorganisationen getragen werden.<sup>17</sup>

**BUNDESRATSGESCHÄFT**  
DATUM: 07.10.1998  
MARIANNE BENTELI

In der zweiten Lesung des **Nationalrates** verlangte eine rechtsbürgerliche Minderheit unter Fischer (svp, AG) erneut Streichen, unterlag aber 107 zu 50 Stimmen noch deutlicher als in der ersten Abstimmung. Gegenüber der Mehrheit der Kommission, welche dem Ständerat zustimmen wollte, setzte sich ein Antrag Loretan (cvp, VS) durch, der zwar der kleinen Kammer folgen (**Zulässigkeit anstatt Gewährleistung**), den Begriff der Verhältnismässigkeit aber nicht übernehmen wollte, da dies ohnehin eine Maxime öffentlichen Handelns und in Abs. 2 von Art. 28 bereits enthalten sei, welcher stipuliert, dass Arbeitsstreitigkeiten nach Möglichkeit durch Verhandlung beizulegen sind. Ohne den Begriff **«Schicksalsartikel»** überstrapazieren zu wollen, wies er doch darauf hin, dass eine allzu starre Haltung gegenüber der linken Minderheit im Parlament zu einem Scheitern der gesamten Revision führen könnte. Die Ratslinke, welche erneut beantragt hatte, dem Bundesrat zuzustimmen resp. das Recht auf Streik noch pointierter zu fassen (Einzelantrag Rennwald, sp, JU) verstand den Wink und zog ihre Anträge zurück, um nicht das Streikrecht generell zu gefährden, worauf der Antrag Loretan mit 96 zu 62 Stimmen angenommen wurde. Nach diesen deutlichen Mehrheitsverhältnissen in der grossen Kammer **stimmte der Ständerat** der letzten Version des Nationalrates **zu**.

unterstrich aber noch einmal deutlich, dass sich damit nichts an der bestehenden Rechtslage, wie sie das Bundesgericht in mehreren Leitentscheiden definiert hat, ändert. Politische und sogenannte «wilde» Streiks seien auch in Zukunft verboten. «Wilde» Streiks sind solche, die gegen Gesamtarbeitsverträge verstossen; ein «politischer» Streik war der «Frauenstreik» von 1991.<sup>18</sup>

#### STUDIEN / STATISTIKEN

DATUM: 30.12.1998  
MARIANNE BENTELI

Aufgrund der Durchsicht der Medienmeldungen konnte für 1998 **keine Arbeitsniederlegung** ausgemacht werden, welche den Kriterien des BWA und der ILO (Streik = Arbeitsniederlegung während mindestens einem Arbeitstag) entspricht.<sup>19</sup>

#### GERICHTSVERFAHREN

DATUM: 22.07.1999  
MARIANNE BENTELI

Gestützt auf die vom Volk angenommene, zum Zeitpunkt des Urteils allerdings noch nicht in Kraft getretene neue Bundesverfassung sowie auf Bestimmungen des internationalen Rechts (1. Sozialpakt der UNO) bejahte das Bundesgericht einstimmig das **Recht der Arbeitnehmenden auf Streik** als äusserstes, aber unentbehrliches Instrument des Arbeitskampfs zur Erzielung einer kollektivvertraglichen Regelung. Im konkreten Fall ging es darum, zu beurteilen, ob eine fristlose Kündigung nach einem Warnstreik zulässig ist oder nicht. Das Bundesgericht entschied, der Arbeitsvertrag bleibe während eines Streiks in seinen zentralen Elementen (Arbeitsleistung und Lohnzahlung) suspendiert, weshalb der Arbeitgeber nicht verpflichtet sei, für die ausgefallene Arbeitszeit ein Salär auszurichten, doch sei ein rechtmässiger Streik andererseits auch kein Grund für eine Kündigung, da er keine Verletzung der Arbeitspflichten darstelle. Das Bundesgericht hielt aber fest, dass ein Streik nur rechtmässig ist, wenn er von einer Gewerkschaft getragen wird und durch einen Gesamtarbeitsvertrag regelbare Ziele verfolgt. «Wilde» und politische Streiks sind damit vom Schutz durch das Arbeitsrecht ausgeschlossen.<sup>20</sup>

#### GERICHTSVERFAHREN

DATUM: 29.09.1999  
MARIANNE BENTELI

Mit einem Freispruch endete der **erste Strafprozess** um einen Streik. Die Gewerkschaft Bau und Industrie (GBI), die 1995 in La-Chaux-de-Fonds (NE) eine Arbeitsniederlegung mit Betriebsblockade (Streikposten) organisiert hatte, wurde vom zuständigen Gericht vom Vorwurf der Freiheitsberaubung und Nötigung freigesprochen, da gemäss den Richtern rechtmässig Streikende gewaltlose Begleitmassnahmen wie das Aufstellen von Streikposten oder das Besetzen des Firmengeländes ergreifen dürfen, ohne gegen das Gesetz zu verstossen. Drei GBI-Funktionäre, die sich vier Wochen vor dem eigentlichen Streiktag anlässlich eines kurzen Warnstreiks illegal auf dem Firmengelände aufgehalten hatten, wurden hingegen wegen Hausfriedensbruchs zu geringfügigen Geldbussen verurteilt.<sup>21</sup>

#### STUDIEN / STATISTIKEN

DATUM: 30.12.1999  
MARIANNE BENTELI

Gemäss Angaben des seco fanden 1999 fünf **Arbeitsniederlegung** statt, welche den Kriterien der Internationalen Arbeitsorganisation (Streik = Arbeitsverweigerung während mindestens eines Arbeitstags) entsprechen. Davon waren 129 Betriebe betroffen; maximal 2255 Personen beteiligten sich an diesen Ausständen und ungefähr 2675 Arbeitstage gingen verloren.<sup>22</sup>

#### ANDERES

DATUM: 24.01.2000  
MARIANNE BENTELI

Ohne Vorankündigung und ohne Dazutun der Gewerkschaften traten am Morgen des 24. Januar die rund 150 Mitarbeiter der Gepäcksortierungsanlage auf dem **Flughafen Zürich Kloten** geschlossen in einen **wilden Streik**, womit sie die im Gesamtarbeitsvertrag verankerte Friedenspflicht verletzten. Die Belegschaft protestierte gegen die Verschlechterung ihrer Arbeitsbedingungen (u.a. Entlohnung, Pensionsalter) seit der Auslagerung der Gepäckabfertigung von der Swissport in ein Joint-venture-Unternehmen (LSS-Swissport) zwischen Swissport und dem weltweit tätigen Unternehmen ISS Airport Multiservice AG im letzten Jahr. Am Abend unterbreitete LSS-Swissport ein Schlichtungsangebot. Zugesagt wurde die Wiedereinsetzung der mit dem Joint-venture aufgehobenen **Betriebskommission**, die Lösungen im Bereich einzelner Forderungen suchen soll. Bedingung war, dass die Arbeit am nächsten Morgen nach Dienstplan wieder aufgenommen werde, andernfalls den Mitarbeitern gekündigt würde. Da den Streikenden, die sich besonders an den rüden Umgangsformen der ISS gestört hatten, zudem versichert wurde, dass Swissport wieder die operative Führung der Gepäckabfertigung übernehmen werde, nahmen sie den Kompromissvorschlag an.<sup>23</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 03.02.2000  
MARIANNE BENTELI

Ein harter Kampf um Lohn und Arbeitszeit spielte sich zwischen der **Crossair** und der Pilotengewerkschaft CCP ab. Obgleich letztere im Mai zugesagt hatte, den GAV weiterzuführen, bis zum Erscheinen einer von ihr bei der Universität St. Gallen in Auftrag gegebenen Studie über die Arbeitsbedingungen bei der zweitgrössten Schweizer Fluggesellschaft, die als Grundlage für die Verhandlungen dienen sollte, kündigte die CCP den GAV zuerst auf Ende Juni und dann auf Ende August und drohte mit Streikbewegungen. Im November einigten sich Crossair und CCP auf einen neuen, für die nächsten fünf Jahre nicht kündbaren GAV, der dem Cockpitpersonal Verbesserungen im Lohn-, Sozialversicherungs- und Ferienbereich bringt.<sup>24</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 08.03.2000  
MARIANNE BENTELI

Ein Lohnstreik in der Basler Zentralwäscherei (Zeba) forderte letztlich ein politisches Opfer, das von den Gewerkschaften so wohl nicht gewollt war. Die seit 1994 privatisierte Zeba, in welcher der Kanton Mehrheitsaktionär ist, hatte dem Personal Änderungskündigungen zugestellt, die zu drastischen Lohnsenkungen (von 4'200 auf 3'100 Fr.) für jene Personen geführt hätten, die noch vor der Privatisierung angestellt worden waren. Für die soziale Abfederung dieser Massnahme war der Zeba-Verwaltungsrat bereit, 2 Mio Fr. aufzuwerfen. Nachdem sich die eigentlich nicht als Vertragspartnerin registrierte GBI in den Konflikt eingeschaltet und mit Arbeitskampf gedroht hatte, wurde die Situation für die Zeba-Verwaltungsratspräsidentin, die Basler SP-Regierungsrätin Veronika Schaller, immer ungemütlicher. Nach einem Warnstreik im März legte der Verwaltungsrat die Änderungskündigungen vorderhand auf Eis und stellte zusätzliche 1,5 Mio Fr. für den Sozialplan in Aussicht, allerdings nur unter der Bedingung, dass sich die Sozialpartner bis Ende Mai über die Verwendung der 3,5 Mio Fr. einigen. Nachdem die Frist ergebnislos abgelaufen war, sprachen sich Ende Juni die gewerkschaftlich organisierten Mitarbeiter in einer Urabstimmung für einen unlimitierten Streik aus, falls das Unternehmen die Änderungskündigungen nicht definitiv zurücknehme, wodurch sich die Gewerkschaften GBI und VPOD in ihrer harten Haltung bestätigt sahen.

Der Verwaltungsrat hielt an den Kündigungen fest, nahm seine Zusage für 1,5 zusätzliche Mio Fr. zurück, garantierte aber, dass **keine Bruttolöhne unter 3'000 Fr.** bezahlt würden. Der Direktor des Gewerbeverbandes Basel-Stadt und Nationalrat Eymann (Ips, BS) sowie der Präsident des SGB des Kantons erhielten anfangs Juli ein Vermittlungsmandat bis Ende September. GBI und VPOD verweigerten aber das Gespräch, obgleich die Vermittler nun nicht mehr minimale Brutto- sondern **Nettolöhne von mindestens 3'000 Fr.** zusagten, und eine externe Beraterfirma dem Verwaltungsrat attestiert hatte, betriebswirtschaftlich sei der Spielraum, um im ungelerten Bereich Löhne über dem Marktniveau zahlen zu können, gering. Entnervt trat Ende Oktober Regierungsrätin Schaller mit sofortiger Wirkung als Präsidentin des Zeba-Verwaltungsrates zurück. Die **politische Quittung** folgte aber auf dem Fuss. Ende November wurde Schaller bei den Erneuerungswahlen für den Basler Regierungsrat abgewählt. Ihre **Wahlniederlage** kostete die SP einen Sitz und begründete den bürgerlichen Wahlsieg in Basel-Stadt. Am 29. November traten die Mitarbeitenden der Zeba in einen **unbefristeten Streik**, obgleich der Zeba-Verwaltungsrat weitere Konzessionen gemacht hatte. Am 4. Dezember wurde der Streik beendet, nachdem sich die Gewerkschaften mit ihren Hauptforderungen durchgesetzt hatten.<sup>25</sup>

**STUDIEN / STATISTIKEN**  
DATUM: 31.12.2000  
MARIANNE BENTELI

Die Arbeitsmarktbehörden registrierten 2000 acht **Arbeitsniederlegungen**, die den Kriterien der Internationalen Arbeitsorganisation (Streik = Arbeitsverweigerung während mindestens eines Arbeitstags) entsprechen. Davon waren 19 Betriebe betroffen; knapp 3'900 Personen beteiligten sich an diesen Ausständen und gut 4'750 Arbeitstage gingen verloren.<sup>26</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 31.12.2000  
MARIANNE BENTELI

Streikposten der Gewerkschaft GBI verhinderten am frühen Morgen des 4. Mai die Aufnahme der Arbeit in der Aare-Wäscherei in Rheinfelden (AG), wobei sie von mehr als der Hälfte der 90 Angestellten unterstützt wurden. Grund für den Streik waren die **tiefen Löhne** der Belegschaft sowie die fristlose **Entlassung eines Vertrauensmanns der Gewerkschaften**. Nachdem die Geschäftsleitung zugesagt hatte, den Gewerkschafter wieder einzustellen und die Lohnverhandlungen unverzüglich aufzunehmen, wurde der Streik beendet; die Aare-Wäscherei erhöhte ab Juli die Minimallöhne um 550 Fr. pro Monat.<sup>27</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 31.12.2000  
MARIANNE BENTELI

**Warnstreiks** fanden in vielen Kantonen im öffentlichen Dienst statt. Im Kanton **Genf** waren es die Schüler und Lehrer der Ingenieurschule, die Mitarbeiter der Sozialdienste und die Angestellten von „Edipresse“, die stundenweise streikten. Im Kanton **Waadt** legte ein Teil der Lehrerschaft und des Pflegepersonals im Februar für einen Tag die Arbeit nieder. Im Kanton **Zürich** machte das Pflegepersonal Anfang Mai mit stundenweisen „Protestpausen“ auf seine missliche Lage aufmerksam. Im September traten rund 60% der Zürcher Lehrerschaft während einer Stunde in den Ausstand, um gegen den Finanzabbau im Schulwesen zu demonstrieren.<sup>28</sup>

**STUDIEN / STATISTIKEN**  
DATUM: 31.12.2001  
MARIANNE BENTELI

**Im März legten 7'000 Aargauer Staatsbeamte für zwei Stunden die Arbeit nieder, um gegen das neue Lohnsystem zu protestieren.** Mitte November demonstrierten landesweit rund 17'000 Angehörige der Pflegeberufe für eine bessere Anerkennung ihrer Arbeit. Wenige Tage später legten knapp 7'000 Bauarbeiter einen halben Tag die Arbeit nieder; sie verlangten mehr Lohn und die Pensionierung mit 60 Jahren.<sup>29</sup>

**STUDIEN / STATISTIKEN**  
DATUM: 31.12.2002  
MARIANNE BENTELI

Im Berichtsjahr betrafen Demonstrationen und Streiks vor allem die **Baubranche**, in der wegen der zähen Verhandlungen über einen neuen Gesamtarbeitsvertrag (siehe oben) eine aufgeheizte Stimmung herrschte. Mitte März demonstrierten in Bern über 10'000 Bauarbeiter für das Pensionsalter 60 und für höhere Löhne. Ab Oktober fanden Warnstreiks statt. Am 4. November erlebte die Schweiz den grössten Streik seit 55 Jahren. 15'000 Bauarbeiter legten Hunderte von Baustellen im ganzen Land lahm, bildeten Protestmärsche und blockierten Verkehrswege.<sup>30</sup>

**STUDIEN / STATISTIKEN**  
DATUM: 02.12.2003  
MARIANNE BENTELI

Im Berichtsjahr registrierte das Seco **fünf** grössere Arbeitskonflikte mit zum Teil mehrtägigen **Streikbewegungen**. Im Februar/März legten in der Nähe von Lausanne die Mitarbeiter des Mobilfunkunternehmens Orange mehrmals die Arbeit nieder, nachdem ein einschneidender Stellenabbau angekündigt worden war. Die Gewerkschaften konnten die Massnahme nicht verhindern, erreichten aber unter Vermittlung der Waadtländer Regierung, dass ein, wenn auch bescheidener, Sozialplan vorgelegt wurde. Zwei Arbeitskonflikte betrafen die Unterstellung eines Kaminbaubetriebs und einer Isolationsfirma unter den GAV des Bauhauptgewerbes und damit die Möglichkeit der flexiblen Pensionierung ab dem 60. Altersjahr, zwei weitere ein Medienunternehmen und eine Verpackungsfirma. Der wohl spektakulärste Streik betraf Ende November den Küchengerätehersteller Zyliss, der seine Produktion nach Asien auslagern wollte und deshalb das Werk in Lyss (BE) schliessen wollte. Da es sich dabei um eine traditionsreiche Schweizer Firma handelte, löste der Fall ein grosses Medienecho aus. Die Arbeitnehmenden und Gewerkschaften konnten die Auslagerung nicht verhindern, doch fand sich dank Vermittlung der Berner Regierung ein Investor, der sich bereit erklärte, den Standort und den grössten Teil der Belegschaft zu übernehmen.<sup>31</sup>

**STUDIEN / STATISTIKEN**  
DATUM: 14.07.2004  
MARIANNE BENTELI

Da sich die Arbeitgeber gegen die Forderung einer Frühpensionierung mit 62 Jahren stellten, kündigten die **Maler und Gipser** den GAV per Ende März und drohten mit Streiks. Nachdem mehrere Verhandlungsrunden erfolglos gescheitert waren, kam es Ende April zu einer Arbeitsniederlegung in der Deutschschweiz, im Tessin und im Kanton Jura. Der Vorstand des Unternehmerverbands stimmte den Frühpensionierungen zu, doch lehnte die Delegierten diese ab, worauf es Ende Mai zu weiteren punktuellen Streiks kam. Weil weiterhin keine Einigung in Sicht war, schloss die Gewerkschaft GBI mit den Stadtzürcher Gipsermeistern einen Separatvertrag ab, der den 500 Beschäftigten der rund 20 Gipserunternehmen auf dem Platz die Frühpensionierung zusichert.<sup>32</sup>

**STUDIEN / STATISTIKEN**  
DATUM: 26.11.2004  
MARIANNE BENTELI

Mitte November trat die Belegschaft des Buntmetallverarbeiters Swissmetal Boilat im bernjurassischen **Reconvilliers** in einen unbefristeten Streik. Die fristlose Entlassung des Werkleiters, die mit Meinungsverschiedenheiten über die künftige Geschäftsstrategie begründet wurde, brachte einen seit längerem schwelenden Konflikt zum Eskalieren. Für Zorn auf die Geschäftsleitung sorgten auch tiefe Löhne, steigender Druck auf die Belegschaft und die Befürchtung, die Produktion solle nach Asien ausgelagert werden, eine Behauptung, welche die Firmenleitung vehement bestritt. Obgleich sich die Unternehmensspitze und die Gewerkschaft Unia einigten, wurde der Streik fortgesetzt. Nachdem die Berner Volkswirtschaftsdirektorin eine Vermittlerrolle

eingenommen hatte, konnte der Arbeitskonflikt nach neun Tagen beigelegt werden. Die Geschäftsleitung versprach, den Standort Reconvilliers (wie auch jenen in Dornach, SO) zu stärken und Investitionen zu tätigen. Ebenfalls zugesagt wurden Lohnverhandlungen und eine Intensivierung des Dialogs mit den Mitarbeitenden; von Strafmassnahmen gegenüber den Streikenden wurde abgesehen. Im Gegenzug verzichtete die Belegschaft auf eine Ablösung des Konzernleiters.<sup>33</sup>

**STUDIEN / STATISTIKEN**  
DATUM: 01.12.2004  
MARIANNE BENTELI

Wenige Tage später traten die 150 Angestellten des Zigaretten-Filter-Herstellers Filtrona in **Crissier** (VD) in einen unbefristeten Streik, da sie eine Schliessung des Werks befürchteten, das ein Jahr zuvor von einer grossen britischen Firma aufgekauft worden war. Zwei Woche nach Streikbeginn einigten sich Personal und Firmenleitung unter Mithilfe der Waadtländer Schiedsstelle auf Verhandlungen über einen Kollektivvertrag und einen Sozialplan im Fall einer Schliessung des Werks; zudem wurde der Mietvertrag für das Firmengebäude um zwei Jahre verlängert. Die Arbeit wurde provisorisch aufgenommen, nach 24 Stunden aber schon wieder niedergelegt. Belegschaft und Gewerkschaften beschuldigten die Firmenleitung, leere Versprechungen abgegeben zu haben und auf Repressalien gegen die Streikenden offenbar nicht verzichten zu wollen. Nach knapp drei Wochen Arbeitskonflikt betrachtete auch die Schiedsstelle auf Grund von Informationen aus London ihre Vermittlungsbemühungen als gescheitert. Ende Jahr wurden die Verhandlungen über den Umfang eines allfälligen Sozialplans ebenso wie die Produktion zwar wieder aufgenommen, eine definitive Einigung konnte im Berichtsjahr aber nicht mehr erreicht werden.<sup>34</sup>

**BERICHT**  
DATUM: 04.06.2005  
HANS HIRTER

Im Januar nahmen die rund 150 Beschäftigten des Zigarettenfilter-Herstellers **Filtrona in Crissier** (VD) ihren im Dezember des Vorjahres abgebrochenen Streik wieder auf. Hauptstreitpunkt war die Höhe der im Rahmen eines Sozialplans vom Unternehmen auszuschüttenden Entschädigung im Falle einer Betriebsschliessung. Nach gut einer Woche gaben die Streikenden auf und akzeptierten den zwischen der Gewerkschaft Comedia und der britischen Firma ausgehandelten und um eine Beschäftigungsgarantie bis Juni ergänzten Sozialplan. Am 10. Juni wurde die Betriebsstätte in Crissier endgültig geschlossen.<sup>35</sup>

**STUDIEN / STATISTIKEN**  
DATUM: 21.10.2005  
HANS HIRTER

Im Kanton Zürich legten im Juli rund 100 Chauffeure der Firma, welche die Konzession für den **Taxibetrieb am Flughafen Kloten** besitzt, ihre Arbeit für fünf Tage nieder. Die Lohnforderungen der von der Gewerkschaft Unia vertretenen Taxifahrer wurden teilweise erfüllt. Im Kanton Tessin traten im Herbst 22 Beschäftigte der **Schiffahrtsgesellschaft Luganersee** für fünf Tage in den Ausstand. Sie protestierten damit gegen Entlassungen und stellten die Aktion ein, nachdem Gespräche über einen Sozialplan vereinbart worden waren.<sup>36</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 13.12.2005  
HANS HIRTER

Der Arbeitskonflikt beim Buntmetallverarbeiter Swissmetal **Boillat** im bernjurassischen **Reconvilier** brach im November wieder offen aus. Der Anlass war diesmal der Entscheid der Unternehmensleitung, den Giessereibetrieb im Werk Reconvilier aufzuheben und in das Werk Dornach (SO) zu verlagern. Im Gegensatz zum Vorjahr kam es aber noch nicht zu einem Streik.<sup>37</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 06.12.2006  
MARIANNE BENTELI

Beim Buntmetallverarbeiter **Swissmetal Boillat** im bernjurassischen Reconvilier verhärteten sich im Lauf des Januars die Fronten zwischen der Arbeitnehmerschaft, welche die volle Unterstützung der Gewerkschaft Unia und von weiten Teilen der lokalen Bevölkerung hatte, und der Unternehmensleitung zusehends. Die Belegschaft wehrte sich gegen einen Restrukturierungsplan der Firma, wonach der Giessereibetrieb in Reconvilier aufgehoben und in das Werk nach Dornach (SO) verlegt werden sollte. Dadurch hätten rund 100 der 320 Mitarbeitenden ihre Stelle in Reconvilier verloren. Am 25. Januar wurde der **unbefristete Streik** ausgerufen. Die Konzernleitung drohte mit Stilllegung des Betriebs, falls die Arbeit nicht umgehend wieder aufgenommen werde und entliess schliesslich 21 Kadermitarbeiter, die sich mit der Belegschaft solidarisiert hatten, sowie später rund 120 Mitarbeitende; als Kündigungsgrund für letztere Massnahme wurde ein Kundenverlust durch den Streik ins Feld geführt.

In dieser schier ausweglosen Situation schaltete sich Bundesrat Deiss, Vorsteher des

EVD ein, empfing Vertreter beider Konfliktparteien zu getrennten Gesprächen und schlug schliesslich die Einsetzung eines Mediators in der Person des Unternehmers Rolf Bloch vor. Nach 30 Tagen wurde der Streik ausgesetzt und die Verhandlungen unter Leitung von Bloch aufgenommen, nachdem die Geschäftsleitung zugesichert hatte, dass sie die angedrohten Strafanzeigen gegen die Streikenden nicht eingereicht hatte. In der Folge wurden auch einige der ausgesprochenen Kündigungen zurückgezogen. Zudem wurde ein neutraler Experte eingesetzt, der die betriebswirtschaftliche Lage in Reconvilier durchleuchten sollte. Dieser empfahl den Konfliktparteien, sich auf die Weiterführung der Giesserei während maximal vier Jahren zu einigen. Entlassene Mitarbeiter sollen im Rahmen der Möglichkeiten des Unternehmens wieder eingestellt und in Reconvilier wieder ein Werkleiter eingesetzt werden. Die Umsetzung der Massnahmen hätte eine neutrale Gruppe überwachen sollen. Von dieser externen Kontrolle wollte die Geschäftsleitung allerdings nichts wissen, sie setzte die Mediation aus und erklärte, die Empfehlung in Eigenregie umsetzen zu wollen.

Die von der langen Kampfdauer zermürbte Belegschaft stimmte schliesslich zu. Entgegen der Forderung der Gewerkschaft wollte das Unternehmen auch keinem **Sozialplan** für die letztlich 111 Entlassenen zustimmen, sondern einen Sozialfonds für die Betroffenen einrichten, an dessen Finanzierung sich die Firma und die Unia, die von der Geschäftsleitung stets als „Brandstifterin“ bezeichnet worden war, zu gleichen Teilen beteiligen sollten. Dies bezeichnete die Gewerkschaft umgehend als absurd, da es von Gesetzes wegen vorgesehen sei, dass der Sozialplan ausschliesslich vom entlassenden Betrieb finanziert werde; sie zog die Swissmetal vor das Branchenschiedsgericht. Diese konterte damit, dass sie von der Unia einen Schadenersatz zwischen CHF 5 und 10 Mio. für die durch den Streik verursachte Produktionseinbusse verlangte, da die Gewerkschaft trotz der in der Metall- und Maschinenindustrie geltenden Friedenspflicht den Streik aktiv unterstützt und sogar noch angeheizt habe.<sup>38</sup>

**GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE**  
DATUM: 02.11.2007  
MARIANNE BENTELI

Wie nach den Positionsbezügen im Vorjahr zu erwarten war, gestaltete sich die Weiterführung des Gesamtarbeitsvertrags (**Landesmantelvertrag, LMV**) im Bauhauptgewerbe, das über 100'000 Beschäftigte (davon rund 80'000 Festangestellte) zählt, als äusserst schwierig. Im Mai beschlossen die Bauunternehmer, den seit Anfang 2006 geltenden LMV auf Ende September 2007 zu kündigen. Die Arbeitgeber beschuldigten die Gewerkschaften Unia und Syna, bei der Frage der Flexibilisierung der Arbeitszeiten zwecks der Kompensation von ausgefallenen Arbeitsstunden infolge von schlechtem Wetter und Ähnlichem nicht kompromissbereit zu sein. Auf den 1. Oktober trat die Kündigung des LMV durch die Bauunternehmer in Kraft, wobei die Arbeitgeber zugesichert hatten, sich während der vertragslosen Zeit an die Bestimmungen des alten LMV halten zu wollen. Die Gewerkschaft Unia hatte Ende September mit einer grossen Demonstration (rund 15'000 Teilnehmende) in Zürich gegen die Vertragsauflösung protestiert, und die Bauarbeiter hatten sich gemäss Angaben der Gewerkschaften in Abstimmungen auf den Bauplätzen zu rund 85% für Kampfmassnahmen ausgesprochen.

Mitte Oktober begannen die Unia und die Syna ihre kurzen **Streiks** auf den NEAT-Baustellen und in den Städten Genf, Bern und Neuenburg. Anfangs November legten sie für einen Tag mehr als 200 Baustellen in und um Zürich sowie in Basel lahm. Sozusagen als Begleitaktion drohte der Schweizerische Gewerkschaftsbund, dass er bei Nichtzustandekommen eines GAV die Ausweitung der Personenfreizügigkeit auf Rumänien und Bulgarien bekämpfen werde. Nachdem die Gewerkschaften die Vorsteherin des EVD, Doris Leuthard, um Vermittlung ersucht hatten, stellte sich auf deren Wunsch hin der pensionierte Seco-Spitzenbeamte Jean-Luc Nordmann als Mediator zur Verfügung. Die Gewerkschaften sistierten während der Vermittlung alle weiteren geplanten Kampfaktionen. Mitte Dezember einigten sich die Verhandlungsdelegationen der Sozialpartner auf einen Kompromiss, der allerdings im Januar 2008 noch von den Delegiertenversammlungen ratifiziert werden muss.<sup>39</sup>

## Arbeitnehmerschutz

Der Nationalrat lehnte vier parlamentarische Initiativen aus den Reihen der SP ab. Diese hatten eine Genehmigung bisher nicht ratifizierter **ILO-Abkommen** für einen besseren Schutz der Arbeitnehmenden bei Nacharbeit (Rennwald, JU) (Geschäft: 07.442), bei Temporär- resp. Teilzeitarbeit (Daguet, BE (Pa.lv. 07.444) und Goll, ZH) (Pa.lv. 07.457) sowie der Arbeitnehmendenvertreter bei Arbeitskonflikten (Levrat, FR) (Pa.lv. 07.474) verlangt. Der Bundesrat ist bei der Ratifizierung dieser Konventionen immer sehr vorsichtig. Er beantragt dem Parlament eine Genehmigung nur, wenn die entsprechende Konvention mit der innerstaatlichen Gesetzgebung deckungsgleich ist. Dass dies so bleiben soll, ist für die bürgerliche Mehrheit im Parlament der richtige Weg, weshalb weitergehende Anträge in aller Regel verworfen werden.<sup>40</sup>

- 
- 1) Analyse APS des journaux 2019 – Population et travail
  - 2) BaZ, 23.3-10.5., 18.5., 10.6., 15.6-7.8.78; NZZ, 2.3., 10.5., 18.5.78; SP VPOD, 12.5., 18.5., 7.8.78; La Vie économique, 52/1979
  - 3) G. Steffen, "Kollektive Arbeitsstreitigkeiten 1990", in Die Volkswirtschaft, 64/1991, Nr. 4, S. 41 f.
  - 4) SAZ, 1990, S. 363 ff.
  - 5) SAZ, 1991, Nr. 18/19; TW, 30.4.91.
  - 6) Bern: Presse vom 1.11.91. Genf: JdG, 20.12.91. Zürich: NZZ und TA, 12.12.91. Freiburg: Lib., 15.11., 22.11., 27.11., 29.11. und 6.12.91. Waadt: 24 Heures, 26.9. und 28.11.91; JdG, 28.11.91.
  - 7) Telephonische Auskunft aus dem Biga.
  - 8) Presse vom 7.1.-13.1. und vom 17.1.92.
  - 9) Allgemein: SoZ, 11.10.92. Genf: Presse vom 19.1., 20.1., 10.-12.3. und 19.3.92; WoZ, 6.3. und 1.5.92; JdG, 5.9., 18.9., 16.10., 10.-13.11., 17.11., 18.11., 20.11., 24.11., 10.-12.12.92; TA, 25.11.92. Waadt: JdG, 23.1., 4.2., 13.2., 14.2., 19.11. und 1.12.92. Jura: Dém., 15.9. und 17.9.92. Bern: Rund, 14.3. und 19.3.92.
  - 10) Telephonische Auskunft aus dem Biga. Siehe auch SPJ 1991, S. 206.
  - 11) Tel. Angabe aus dem Biga.
  - 12) Provisorische Angaben des BIGA; detaillierte Zahlen werden voraussichtlich in Die Volkswirtschaft, 69/1996, Nr. 7 oder 8 publiziert.
  - 13) TA, 23.4. und 3.9.97; NZZ, 8.9. und 23.10.97.
  - 14) Presse vom 25.11.97. Für die Zahlen des BIGA zu den Arbeitskonflikten 1996 siehe Die Volkswirtschaft, 70/1997, Nr. 12, S. 52 f.
  - 15) AB SR, 1998, S. 44 ff.; AB SR, 1998, S. 48 f.
  - 16) AB NR, 1998, S. 873 ff.
  - 17) AB SR, 1998, S. 694 ff.
  - 18) AB NR, 1998, S. 1774 ff.; AB SR, 1998, S. 1105 f.
  - 19) Für die Zahlen des BWA zu den Arbeitskonflikten 1997 siehe Die Volkswirtschaft, 1998, Nr. 11, S. 56-57.
  - 20) Presse vom 22.7.99.; Siehe SPJ 1998, S. 231 f.
  - 21) TA, 29.9.99.
  - 22) „Kollektive Arbeitsstreitigkeiten der Jahre 1998 und 1999“, in Die Volkswirtschaft, 2000, Nr. 7, S. 56-58.
  - 23) NZZ und TA, 25.1. und 26.1.00.35
  - 24) TA, 3.2., 12.2., 8.4 und 12.9.00; NZZ, 10.11.00.38
  - 25) BaZ, 8.3., 9.3., 7.6., 20.6., 24.6., 6.7., 14.9., 27.10., 9.11., 23.11. und 1.-5.12.00.37
  - 26) Provisorische Angaben des Seco.34
  - 27) TA, 5.5.00; NZZ, 6.5.00; AZ, 26.7. und 2.12.00.36
  - 28) 24h, 4.2.00; TG, 9.2. und 10.11.00; TA, 3.-5.5. und 16.9.00; LT, 9.6.00.
  - 29) Presse vom 15.11.01. 34; Presse vom 20.11.01. 35; TA, 14.3.01. 33
  - 30) Presse vom 18.3. und 1.-4.11.02; SGT, 3.10., 7.10. und 31.10.02; Bund, 11.10.02; WoZ, 24.10.02. Von den GAV-Verhandlungen unabhängige Warnstreiks fanden beim Bau des Meseturms Basel (NZZ, 26.1.02) und beim Lötschberg-Basistunnel statt (Presse vom 18. und 19.4.02).
  - 31) LT, 21.2., 1.3. und 7.3.03; 24h, 26.2., 28.2., 1.3., 3.3., 7.3. und 24.3.03; TA, 25.3. und 30.4.03; Blick, 23.5.03; Bund und NZZ, 2.12.03; Presse vom 19.-28.11.03
  - 32) NZZ, 23.2., 22.4., 28.5., 29.5. und 14.7.04; Presse vom 23.4. und 27.4.04; TA, 13.5., 21.5. und 29.5.04.
  - 33) Presse vom 18.11.-26.11.04.
  - 34) Presse vom 1.12.-28.12.04.
  - 35) 24h, 18.1., 27.1. und 4.6.05.
  - 36) NZZ, 21.10.05.; TA, 7.7., 9.7., 12.7., 15.7. und 16.7.05.
  - 37) QJ, 16.11. und 13.12.05.
  - 38) AB NR, 2006, Beilagen, IV, S. 241 f.; AB NR, 2006, S. 306 f.; AB NR, 2006, S. 505; AB NR, 2006, S. 696 f.; AB NR, 2006, S. 865; Presse vom 26.1.-28.1., 30.1., 1.2., 3.2., 10.2., 14.2.-16.2., 18.2., 24.2., 25.2., 1.3.-3.3., 24.3., 25.3., 20.4., 26.4., 13.6., 19.6., 20.6., 28.6., 1.7., 14.7., 27.7., 13.9. und 6.12.06
  - 39) NZZ, 24.5.07; TA, 24.8.07; Blick, 30.8.07 und BaZ, 10.9.07 (Abstimmungen); Presse vom 24.9. (Demonstration in Zürich) und 16.10.07 (erste Streiks); Lib. und 24h vom 17.10.07 (SGB); WoZ, 11.10. (Streikvorbereitung) und 8.11.07 (Verhandlungen); Bund, 13.11.07 (Nordmann); Presse vom 20.12.07 (Einigung). Zu den einzelnen Streiks siehe auch: NZZ, 15.10.07 (NEAT); Blick, TA und TdG vom 16.10.07 (Bern, Genf und Neuenburg); TA und 24h vom 2.11.07 (Zürich); NZZ, 2.11.07 (Basel).
  - 40) AB NR, 2008, S. 1177 ff.; AB NR, 2008, S. 1333; AB SR, 2008, S. 947